

Les réseaux africains du MR

L'affaire Kubla a mis en lumière les liens très particuliers que certains libéraux ont noués avec l'Afrique. Plusieurs réseaux s'y croisent, certains à la lisière de la politique et des affaires.

Par **Marie-Cécile Royen**

L'appel de l'Afrique... Sentir sa chaleur, se laisser envoûter par la grandeur de la nature ou la majesté des perspectives économiques, perpétuer une histoire familiale, aimer et se laisser aimer... Le continent noir et, en particulier, le Congo n'ont pas fini de faire rêver, même si, face aux Américains, aux Chinois ou aux Canadiens, les Belges se sont incroyablement rapetissés. Les réseaux africains du MR épousent la diversité de ce tropisme africain qui colle à l'identité de notre pays.

Après le drame de Lubumbashi (massacres d'étudiants sous Mobutu, 1991) et le génocide du Rwanda (1994), les Belges refluent d'Afrique centrale. L'ère glaciaire ne s'interrompt qu'avec l'arrivée de Louis Michel (MR) au poste de ministre des Affaires étrangères, dans le premier gouvernement Verhofstadt, en 1999. Les libéraux néerlandophones et francophones (surtout) récupèrent la place laissée vacante par des générations de responsables catholiques francophones et flamands (surtout), qui connaissaient le Congo et le Rwanda/Burundi comme leur poche (*lire l'encadré page 45*). A force, les « bleus » se sont constitués un épais carnet d'adresses.

Comme celui de Serge Kubla. L'ancien ministre wallon de l'Economie et désormais ex-bourgmestre de Waterloo est inculpé pour corruption, après avoir remis de l'argent liquide (20000 euros) à Chantal Muzito, la femme de l'ancien Premier ministre congolais Adolphe Muzito, de passage à Bruxelles. « Tout le monde fait ça au Congo, c'est le seul moyen d'obtenir des contrats... », aurait-il avancé dans un premier temps, avant de se raviser et d'évoquer un dépannage circonstanciel de l'ex-première dame. Chef de groupe MR au parlement wallon, il a commencé à travailler comme consultant pour la société Duferco en 2009. Il avait déjà croisé la route de cette société spécialisée dans le négoce d'acier quand il était en charge du sauvetage de la sidérurgie wallonne. Dotée d'un capital mouvant (italo-suisso-luxembourgeois, puis chinois), la multinationale s'est diversifiée dans l'énergie, le transport maritime, les matières premières agricoles, l'environnement et la logistique. Son intervention dans la Loterie nationale, que devait favoriser le pot-de-vin présumé ●●●

●●● de Kubla, n'aurait été qu'une manière de s'introduire dans un autre marché, beaucoup plus juteux, sur lequel planchent encore les enquêteurs. La société rémunérait Serge Kubla à hauteur de 240000 euros par an. Frais compris, a précisé ce dernier.

Louis Michel domine la scène africaine

Avec ses fréquentations louches, le Waterlooïtois fait figure de Pied Nickelé aux côtés de deux poids lourds de la politique belge, Louis Michel (MR) et Herman De Croo (Open VLD), qui ont développé une vraie addiction pour l'Afrique et ont leurs entrées, par la grande porte, dans le monde économique congolais. La présence belge la plus importante s'orchestre autour de l'homme d'affaires belgo-zélandais George Arthur Forrest, qui s'est taillé un empire au Katanga. Louis Michel a accepté de présider le comité scientifique de la Fondation George Arthur Forrest, basée à Wavre (*lire page 46*). Autre membre de cet aréopage philanthropique uni par des liens maçonniques : Pierre Chevalier, senior vice-président du groupe Forrest et ancien homme politique libéral flamand, fervent lobbyiste de George Forrest. Louis Michel est très chatouilleux sur la question de son désintéressement par rapport aux entreprises du « vice-roi du Katanga ».

L'ancien commissaire européen à la Coopération internationale et à l'Aide humanitaire a, par ailleurs, d'autres raisons de s'intéresser à l'avenir des Africains. Il parcourt leurs pays sous la casquette de président de la Délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE (Afrique-Caraïbes-Pacifique/Union européenne) et discute à longueur d'années avec leurs dirigeants. De ce poste élevé, il domine la scène africaine et ne se prive pas d'y mettre son grain de sel, en interférant, parfois, sur la diplomatie de son meilleur adversaire libéral, Didier Reynders, actuel ministre des Affaires étrangères. Quand, au Parlement européen, Louis Michel s'avise soudain de critiquer son ancien protégé, Joseph Kabila, Reynders tente, sur place, de calmer le jeu...

A front renversé, exactement la situation vécue, en 2008, par Charles Michel, son fils, alors en charge de la Coopération au développement. Ce dernier avait tenté de recoller les mor-

ceaux avec Kabila, bousculé par Karel De Gucht (Open VLD), devenu ministre des Affaires étrangères. « Si la situation actuelle au Congo est le fruit de la politique de Louis Michel, avait déclaré De Gucht dans le *Morgen*, cela interpelle. La situation n'a jamais été aussi navrante. »

Le virus d'Armand De Decker

Bourgmestre d'Uccle et député bruxellois, Armand De Decker a attrapé le virus africain quand Louis Michel a redessiné l'architecture de la politique étrangère belge. En février 2004, Joseph Kabila est en visite officielle en Belgique. Devant tous les parlementaires réunis, le jeune chef d'Etat congolais rend un vibrant hommage aux pionniers de l'aventure coloniale belge, « qui crurent au rêve de Léopold II de bâtir un Etat au centre de l'Afrique ». Armand De Decker, alors président du Sénat, salue « un grand moment d'émotion ». Il sera fait ministre de la Coopération au développement (2004-2007), quand Louis Michel s'envolera pour l'Europe. Une mission qui lui allait comme un gant et lui permettait d'accompagner moult membres de la famille royale en déplacement dans le Sud.

Une affaire de francophone

De l'autre côté de la frontière linguistique, le patriarche Herman De Croo ne fait pas mystère de ses liens avec le Congo (*lire page 47*). Il y a des intérêts privés en tant qu'administrateur de la société d'investissement Texaf. Il est également président-fondateur du Centre belge de référence pour l'expertise belge sur l'Afrique Centrale, dont les délégués universitaires étaient, jusqu'il y a peu, Pierre Verjans (ULg) et Filip Reyntjens (université d'Anvers). Les libéraux ont essayé de sauvegarder l'expertise belge qui était naguère de renommée internationale. « Elle peut encore servir pour faire avancer des dossiers, concède le Pr Bob Kabamba (ULg), mais la nouvelle génération n'est plus intéressée par le Congo. » Même constat chez le dernier « africaniste » de l'UCL, le Pr Jean-Claude Willame : « L'expertise africaine a été récupérée par Louis Michel, lorsqu'il a relancé le dossier congolais, en 1999, mais il est un peu déçu par ce qui se passe actuellement. Du côté flamand, au CD&V comme à l'Open VLD, on attribue cet échec aux francophones. L'opinion publique flamande s'est détournée du Congo, perçu comme l'affaire des francophones, de façon assez paradoxale, car, historiquement, la Flandre y a envoyé pas mal de missionnaires. » Faute d'ambition, l'expertise belge serait-elle réduite à servir de « petits intérêts économiques », comme le suggère l'universitaire ?

Il ne faudrait pas sous-estimer la place que l'Afrique a prise dans les tripes et les jeux de pouvoirs des libéraux. Elle leur offre une cour de récré plus grande que la Belgique et peut-être le sentiment d'encore peser, un peu, sur les affaires du monde. Ils y ont développé des relations qu'il serait, certes, hardi de comparer avec celles que la FrancAfrique entretient avec ses anciennes colonies mais elles reposent quand même sur un maillage étroit de liens d'affaires et de connivence philosophique.

Alain Destexhe, le facilitateur

Bien organisés, les « bleus » ? Ils opéreraient en ordre dispersé, sans mot d'ordre ni stratégie, soutient l'un d'entre eux, Alain

Destexhe, député bruxellois. « Beaucoup de libéraux aiment l'Afrique, reconnaît-il, mais nous n'avons pas repris les réseaux catholiques. Il n'existe aucun centre d'étude libéral sur l'Afrique. Nous ne nous coordonnons pas. Chacun a son histoire, son approche. » Lui, ancien de Médecin Sans Frontières, s'intéressait au Rwanda bien avant le génocide. Il a initié la Commission spéciale du Sénat belge sur ces événements tragiques. Aujourd'hui, il est encore membre de deux ONG qui lui font parcourir le monde et s'entretenir avec ses dirigeants : Parliamentarians For Global Action et l'Association des parlementaires européens partenaires de l'Afrique (Awepa), présidée par l'ancienne ministre Miet Smet (CD&V). « L'Afrique est le continent du XXI^e siècle, affirme-t-il. Sa population va doubler d'ici la fin du siècle. Elle va décoller à tout point de vue : économique, politique et culturel. Il y a des opportunités à saisir pour les Belges. Notre Sénat devrait s'y intéresser et mettre sur pied une mission d'information. »

Alain Destexhe fait partie de ces globe-trotters professionnels qui, sans prétendre donner des leçons (« Le néo-colonialisme, c'est fini »), officient comme « facilitateurs » et donnent un coup de pouce au *Democracy Building*, largement financé par des fonds publics européens. « L'Awepa a fait du bon boulot en organisant des

rencontres entre des parlementaires du Congo et du Rwanda, rappelle le député bruxellois. C'était un premier pas vers des rencontres bilatérales qui se sont poursuivies entre eux. Le Parlement soutient divers « groupes d'amitié ». C'est un socialiste, le député Stéphane Crusnière, qui a repris celui du Congo, mais c'est encore un libéral, le Liégeois Gilles Foret, qui est à la tête des Amitiés belgo-rwandaïses.

François-Xavier de Donnea, le pilier du parc des Virunga

Autre figure du libéralisme bruxellois, François-Xavier de Donnea a acquis une belle surface au Congo. Président des Amitiés belgo-congolaises lorsqu'il était parlementaire, l'ancien ministre de la Défense et bourgmestre de Bruxelles est, aujourd'hui, un pilier du parc des Virunga, véritable poumon touristique autant qu'écologique de l'est du Congo, près de l'Ouganda et du Rwanda. Le chevalier de Donnea est membre du conseil d'administration de la Virunga Foundation, gérant de Virunga sprl et de Virunga sarl, président d'African Parks Congo asbl et membre fondateur du Fonds fiduciaire pour les aires protégées en République démocratique du Congo. Il défend son parc bec et ongles. Lorsque le conservateur des Virunga, l'anthropologue belge Emmanuel de Merode, fut blessé au cours d'une embuscade, en 2014, François-Xavier de Donnea est monté au créneau pour désigner d'où venait, selon lui, l'attaque : la compagnie pétrolière britannique qui a obtenu de l'Etat une permission de forer, en contravention des lois congolaises. La compagnie en question a démenti, mais le geste avait du panache... • M.-C.R.

LES LIBÉRAUX S'EXPORTENT BIEN

« Ils se sont bien rattrapés », témoigne un diplomate étiqueté CD&V à propos des libéraux qui étaient plutôt rares dans l'organigramme des Affaires étrangères dans les années 1980 et 1990, à l'époque où l'on parlait encore d'Etat CVP. En 1999, PRL et VLD accèdent au niveau fédéral après onze ans d'absence. Louis Michel (MR) devient ministre des Affaires étrangères et « va repeindre la maison en bleu », décrit le diplomate, tout en remettant l'Afrique centrale au sommet de l'agenda européen.

Depuis lors, le poste est resté dans des mains libérales (Louis Michel, Karel De Gucht, et, depuis 2011, Didier Reynders), à l'exception de la parenthèse CD&V entre 2009 et 2011 (Yves Leterme et Steven Vanackere). A la Coopération au développement, pas moins de six ministres libéraux ont déjà hérité du maroquin depuis 2003, Alexander De Croo (Open VLD) étant l'actuel titulaire. Les plus longs mandats ont été ceux d'Armand De Decker (2004-2007) et de Charles Michel (2007-2011).

A Kinshasa, poste le plus en vue en Afrique, le poste d'ambassadeur

a été confié en 2012 à Michel Lastschenko, étiqueté MR, au nez et à la barbe de Guy Trouveroy, proche du CDH... Reynders a également recasé quelques membres de son cabinet à la veille du scrutin de 2014, notamment Roxane de Bilderling à Nairobi (Kenya), poste stratégique pour toute l'Afrique de l'Est. Les socialistes se plaignent d'être écartés des grandes nominations, tandis que le CDH est, lui, carrément absent du comité de direction du SPF Affaires étrangères.

Mais à quoi bon placer ses pions si le reste ne suit pas ? « Peu d'efforts sont faits pour repositionner la Belgique sur l'échiquier diplomatique, relève Rik Coolsaet, coauteur avec Vincent Dujardin et Claude Roosens d'Affaires étrangères. Une histoire de la diplomatie belge de 1830 à nos jours (Mardaga, 2014). Le court terme règne en maître. » Et notamment sur la politique africaine : « Depuis deux décennies, des périodes de passivité et de volontarisme se sont alternées. Mais une telle dynamique ne constitue pas une bonne base pour une valorisation internationale durable de l'influence belge. » •

François Janne d'Othée

L'Afrique centrale, terrain de jeu des libéraux

Depuis plus de quinze ans, les relations avec l'Afrique centrale sont largement accaparées par les libéraux. Surtout par le « clan Michel », très proche du « vice-roi du Katanga » George Forrest.

Par **Olivier Rogeau**

Dès le retour des libéraux aux affaires en 1999, Louis Michel, alors en charge des Affaires étrangères, manifeste sa volonté de voir la diplomatie belge, singulièrement absente de la scène africaine depuis la tragédie rwandaise de 1994, rejouer un rôle de premier plan sur le continent noir. Ses interventions remettent l'Afrique centrale à l'agenda européen et mondial. Il contribue, en outre, à la réussite du processus de paix qui, en 2003, permet d'installer à Kinshasa un gouvernement de transition. Devenu commissaire européen au Développement l'année suivante, puis député européen en 2009, « Louis l'Africain » ne ménage pas son soutien à Joseph Kabila, propulsé à la tête de

la RDC après l'assassinat de son père (2001), élu président en 2006 et réélu en 2011.

Dans le même temps, Louis Michel a tissé des liens étroits avec le milieu des entrepreneurs belges actifs au Congo, et tout particulièrement avec l'homme d'affaires George Arthur Forrest, surnommé le « vice-roi du Katanga ». Le groupe Forrest, qui se présente comme le « premier investisseur et le premier employeur privé en RDC », est actif dans le secteur des travaux publics, du bâtiment, de l'énergie, du ciment, de l'agroalimentaire (élevage de viande bovine), de la finance (la banque BCDC), de l'aviation (Korongo Airlines), des mines (la STL, Société pour le traitement du terril de Lubumbashi, producteur d'alliage cobalt-cuivre et d'oxyde de zinc)... Forrest, qui aime s'afficher comme le bienfaiteur de sa ville, Lubumbashi, et de sa région, le Katanga, a été cité naguère dans plusieurs rapports d'enquête sur le pillage des richesses minières au Congo. Il aurait, à l'époque, bénéficié de contrats qualifiés de « léonins » par la société civile et l'opposition, et aurait financé la campagne électorale de Kabila.

Louis Michel aurait cherché à compliquer la dernière mission de Didier Reynders au Congo

Toutefois, son groupe ne jouit plus, depuis quelques années, de la position privilégiée qu'il avait acquise en 2006 dans le secteur minier. Il a perdu, au profit de Glencore, géant minier anglo-suisse, le contrôle de la Kamoto Copper Company (KCC), société appelée à devenir la plus grande entreprise cuprifère du Congo. Il a été en conflit avec la Gécamines, la société minière détenue par l'Etat congolais, lors de la vente de sa participation dans la Compagnie minière du Sud-Katanga (CMSK). Le businessman belge d'origine néo-zélandaise a été supplanté par l'Israélien Dan Gertler, qui a pu conclure avec la Gécamines de nombreux contrats très lucratifs. « Forrest n'est plus dans les bonnes grâces du pouvoir, estime un opérateur économique en RDC. Associé à SN Brussels, il a dû batailler ferme, avec le soutien du gouvernement belge, pour pouvoir faire "décoller" Korongo Airlines, la compagnie qui assure actuellement la liaison Kinshasa-Lubumbashi, alors que le pays manque de compagnies aériennes fiables. »

Wavre, fief des businessmen actifs au Congo

En juin 2011, Forrest a créé une fondation qui porte son nom. Basée à Wavre, où se trouve le siège du groupe, elle vise à « contribuer au développement de l'Afrique » à travers des thématiques « liées à la bonne gouvernance ». Plus précisément, elle soutient des actions humanitaires, sociales et éditoriales : avant tout, le combat de deux médecins, le Dr Cadière, de l'hôpital Saint-Pierre, à Bruxelles, et le Dr Mukwege, de l'hôpital Panzi, au Sud-Kivu, en première ligne face aux violences sexuelles faites aux femmes dans cette province de l'est du Congo. Qui retrouve-t-on à la présidence du comité scientifique chargé d'épauler le CA de la Fondation Forrest ? Le député européen Louis Michel. Qui a été, de la mi-2011 à la mi-2014, directeur général de la fondation ? Olivier Alsteens, porte-parole de Louis Michel à l'époque où ce dernier dirigeait la diplomatie, consultant pour Charles Michel l'an dernier quand le futur Premier ministre MR était encore informateur royal puis coformateur, et « dircom » du président du MR Olivier Chastel depuis décembre dernier. Outre Forrest, d'autres entrepreneurs belges actifs en RDC, les Bia (services miniers) et Philippe de Moerloose (distribution automobile, équipements miniers, matériel agricole, hôtellerie, industrie), réputé proche de Kabila, ont leur siège à Wavre, la commune dont Charles Michel est le bourgmestre empêché.

Les réseaux africains des libéraux interfèrent-ils dans les affaires belgo-belges ? L'an dernier, ils auraient, semble-t-il, fait du lobbying dans la course au 16, rue de la Loi. Lors de la formation de la suédoise, un administrateur du groupe Forrest, le libéral flamand Pierre Chevalier, a, selon *L'Echo*, manœuvré dans l'ombre pour défendre les intérêts

de Charles Michel face aux ambitions de Didier Reynders. Chevalier, qui a l'oreille de Bart De Wever, aurait neutralisé la tentative de quelques reyndersiens de convaincre la N-VA et le CD&V que Reynders était à même de devenir Premier ministre. Ancien secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, Chevalier a défrayé la chronique en mai 2008. Inculpé pour blanchiment, faux en écriture et recel dans

un dossier qui n'a rien à voir avec les activités de Forrest, l'avocat brugeois a dû démissionner de son poste de représentant spécial de la Belgique auprès du Conseil de sécurité de l'ONU. Chevalier est actuellement senior vice-président du groupe Forrest.

Les confidences au Vif/L'Express d'un fidèle conseiller de Reynders, habitué du Congo, montrent que les rivalités entre ténors libéraux s'expriment aussi en terre afri- ●●●

●●● caine. Le 25 février dernier, à Kinshasa, les vice-présidents libéraux Didier Reynders et Alexander De Croo se rendent chez le président Kabila, qui leur accorde une audience au terme de leur visite officielle en RDC. Cet après-midi-là, la délégation belge reste en *stand by* sur la terrasse de la résidence de l'ambassadeur de Belgique, Michel Lastschenko (étiqueté MR). L'un de ses membres, le proche de Reynders, nous confie son sentiment sur le déroulement de la mission qui s'achève. Il blâme tout d'abord le ministre Open VLD de la Coopération, qui, dès son arrivée dans la capitale congolaise, quatre jours plus tôt, a condamné le climat de répression – arrestations arbitraires... – qui règne en RDC. Une sortie musclée peu appréciée par le gouvernement congolais.

La rivalité Michel-Reynders

Le conseiller du cabinet Reynders nous glisse aussi quelques piques contre Louis Michel, très investi depuis plus de quinze ans dans les affaires africaines. Le 10 février dernier, soit dix jours avant le départ de Reynders et de De Croo pour Kinshasa et Goma, l'eurodéputé MR a, lors d'un débat en plénière au Parlement européen à Strasbourg, jugé la situation en RDC « particulièrement préoccupante, voire explosive à plus d'un titre... ». L'ancien chef de la diplomatie belge ajoutait : « On ne peut tolérer ni des arrestations arbitraires ni des intimidations, or c'est à cela qu'on assiste aujourd'hui en RDC. » Selon le conseiller de Reynders, ces propos véhéments visaient à électriser les relations avec Kinshasa et à compliquer

ainsi la mission du ministre des Affaires étrangères au Congo. Fondée ou non, cette accusation montre à quel point la « guerre des clans » – reyndersiens contre « clan Michel » – qui agite le MR depuis 2009, n'est pas sans conséquence sur la politique africaine de la Belgique.

Les relations diplomatiques avec le Rwanda sont l'un des dossiers où affleurent les divergences de vues entre Louis Michel et Didier Reynders. En avril 2000, les libéraux Guy Verhofstadt, Premier ministre, et Louis Michel, ministre des Affaires étrangères, sont à Kigali pour rendre hommage aux victimes du génocide rwandais. Les rescapés entendent le chef du gouvernement belge demander pardon au nom de la Belgique, qui, en avril 1994, était au cœur de l'opération onusienne défailante. « Un dramatique cortège de négligences, d'insouciances, d'incompétences... Nous aurions pu

faire plus, nous aurions dû faire mieux», lance Verhofstadt, qui n'était pas aux affaires à l'époque du drame – en 1994, le pays est gouverné par une coalition rouge-romaine menée par Jean-Luc Dehaene.

Certains, en Belgique, ont critiqué cette visite et ce discours qui, estimaient-ils, apportaient un soutien au régime rwandais, déjà en train de se raidir. Depuis lors, Louis Michel a pris de nombreuses reprises la défense de Paul Kagame, même quand le président rwandais a subi un isolement diplomatique pour l'implication de son armée dans la déstabilisation de l'est du Congo. En septembre 2010, l'eurodéputé a créé, au Parlement européen, le « Cercle des amis du Rwanda ». En 2012, il qualifie encore Kagame de « dirigeant très compétent ». En revanche, la même année, Didier Reynders multiplie les appels en direction de Kigali pour que le gouvernement rwandais démontre clairement qu'il ne soutient pas le M-23, mouvement armé actif au Nord-Kivu. Le ministre des

Affaires étrangères accuse le pouvoir rwandais de « manquer de volonté politique ».

Louis Michel attaqué par la diaspora

Reynders mise plutôt sur le Congo, estimant que la stabilité de l'ancienne colonie belge est l'élément-clé de l'équilibre régional. Même après la réélection contestée et chahutée de Joseph Kabila en 2011, le ministre des Affaires étrangères maintient des relations étroites avec Kinshasa. Dix ans plus tôt, Louis Michel avait joué le rôle de l'oncle bienveillant auprès de Kabila, propulsé à la tête de la RDC au lendemain de l'assassinat de son père. Il a longtemps manifesté son soutien enthousiaste au chef de l'Etat congolais, au point de susciter l'ire de la diaspora et de l'opposition congolaises. Dans ces milieux, beaucoup s'en sont pris avec virulence à l'ancien commissaire européen. En 2009, Louis Michel confiait avoir « presque continuellement reçu des menaces » à propos de son engagement au Congo, y compris des menaces de mort. Aujourd'hui encore, certains lui reprochent de s'être arrogé « un droit d'ingérence dans la vie politique

congolaise ». Ou alors, il est accusé d'être « mû par l'affairisme ». « Louis Michel a une vraie passion pour le Congo, au risque de prendre des coups », commente le cinéaste belge Thierry Michel, auteur de documentaires sur le Congo-Zaïre.

Quand, à partir de la mi-2013, les manœuvres se précipitent au sein du pouvoir congolais pour faire émerger l'idée d'une révision de la Constitution qui permettrait à Kabila de se représenter une troisième fois en 2016, Louis Michel prend ses distances avec le régime et se tourne vers des figures politiques susceptibles d'assurer le relèvement. Plus tard, quand le député européen comprend que le président congolais cherche à jouer les prolongations, attitude qui conduit aux émeutes de janvier dernier à Kinshasa et dans d'autres villes du pays, il lâche pour de bon son ancien protégé, appelant à l'arrêt des violences contre les opposants, la société civile et les journalistes.

Et les autres libéraux ? Lors de la campagne pour les élections présidentielles de 2006, plusieurs personnalités du parti réformateur, dont Armand De Decker, ont défilé au Congo, un « train bleu » perçu par les Congolais comme un soutien partisan à Kabila. Mais l'ambassadeur de Belgique à Kinshasa, Johan Swinnen, a vu aussi passer un nombre inhabituel de figures du PS : André Flahaut (Défense), Didier Donfut (Affaires européennes), Marie Arena (Communauté française). L'ex-ministre de la Défense, reçu à de nombreuses reprises par Kabila – au nom du partenariat militaire entre les deux pays –, a même proposé, en 2007, qu'un diplôme de docteur honoris causa soit décerné au président congolais par l'Ecole royale militaire belge. Le projet sera annulé après un tir de barrage des professeurs de l'ERM et un veto de Karel De Gucht, ministre Open VLD des Affaires étrangères, en froid avec Kabila. Le socialiste Flahaut s'est toujours flatté d'avoir ramené, aux côtés de Verhofstadt et Michel, les questions africaines sur la table du gouvernement. Une unité de vues qui montre à quel point la politique africaine de la Belgique a, depuis quinze ans, une coloration plus laïque que purement libérale. ● O.R.

HERMAN DE CROO AU CONGO : AFFAIRES ET POLITIQUE

A 77 ans, Herman De Croo reste un familier du Congo. Le député Open VLD et ancien ministre, qui entretenait des relations personnelles avec Mobutu, se rend encore régulièrement à Kinshasa pour ses affaires et y a tissé un impressionnant réseau de relations politiques et économiques. Quand son fils Alexander, ministre Open VLD de la Coopération au développement, lui a montré le programme des entretiens prévus à Kinshasa et à Goma au cours de son premier déplacement officiel en RDC, du 21 au 25 février dernier, Herman lui a dit, pointant le doigt vers la plupart des noms de ministres et autres personnalités mentionnés sur la liste : « Celui-là, je connais, celui-là aussi... », nous confie le ministre.

En octobre-novembre 2014, Herman

De Croo effectuait son trentième séjour au Congo, à l'occasion d'un symposium consacré à la décentralisation et à la gestion des ressources naturelles. Il a profité de ce rendez-vous kinois pour rencontrer quelques figures-clés de la scène politique

congolaise - dont l'opposant Vital Kamerhe - et s'informer sur l'organisation des prochaines élections. Il assistait au symposium en tant que président du Centre belge de référence pour l'expertise belge en Afrique centrale (Creac), association créée à son initiative en 2007. Herman De Croo est aussi, depuis 1981, administrateur de Texaf, entreprise belge qui a des filiales au Congo depuis 1926. Devenue société d'investissement - les activités textiles se sont arrêtées en 2007 -, Texaf possède un important patrimoine immobilier à Kinshasa. ● O.R.

**ALEXANDER DE CROO :
« DIFFICILE DE FAIRE DU BUSINESS AU CONGO »**

Le Vif/L'Express : Votre père se rend au Congo depuis des décennies. Cela rend le ministre de la Coopération que vous êtes sensible au sort de l'ancienne colonie belge ?

↳ **Alexander De Croo :** *J'ai 39 ans. Les périodes coloniales et post-coloniales sont pour moi des époques lointaines. La RDC est surtout, à mes yeux, le pays où la coopération belge est la plus importante en termes de budget et de coopérants. Mais il est vrai que, pendant mon enfance, j'ai souvent entendu mon père parler du Congo. Je dois reconnaître, sans tomber dans le romantisme, qu'il est difficile de ne pas aimer le peuple congolais, doté d'un sens de l'humour et d'un optimisme incroyables, malgré les conditions de vie.*

Votre père vous a fait découvrir le Congo quand vous aviez 12 ans. Quels souvenirs gardez-vous de ce séjour ?

↳ *J'ai pu l'accompagner, avec ma mère, à l'occasion d'une visite officielle. Au cours d'une balade en bateau en amont de Kinshasa, j'ai nagé dans le fleuve Congo. Aujourd'hui, ma femme n'accepterait jamais que mes enfants plongent dans le fleuve. On est devenu très sensible aux questions d'hygiène. Puis, nous sommes allés en avion à Lubumbashi. Il y avait des poules à bord de l'appareil !*

Depuis près de trente-cinq ans, votre père est administrateur de la société belge Texaf, présente au Congo. Qu'est-ce que cela représente pour lui ?

↳ *Cela lui donne l'occasion de venir à Kinshasa une fois par an et de discuter avec de nombreux dirigeants. Autrefois, Texaf comptait 4 000 employés au Congo. Les importations massives chinoises ont tué l'activité textile de cette grande société. Elle en est réduite à louer des bâtiments sur son site. Faire du business aujourd'hui au Congo s'avère difficile. Le pays est l'un des derniers au monde en termes d'attractivité des affaires. Les entrepreneurs belges en RDC ont surtout un lien sentimental avec ce pays. ●*

Entretien : Olivier Rogeau